



Impérialisme américain p. 5

Pour Pierre Vadeboncoeur, on ne regarde que rarement la réalité en face.



Surconsommation p. 6

La rage d'acheter atteint le stade d'épidémie et nous en sommes tous atteints.



Médias p. 8

CHOI-FM: Le pour et le contre.

# Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 7 • n° 11

Août 2004

3,50\$



Allô-Police assassiné par les nouvelles télévisées

## Le MEURTRE de la presse indépendante

Recto Verso étranglé par les dettes

PAR PHILIPPE DESCHÊNES

**A**LLÔ POLICE FERME SES PORTES. Ce doit être une affaire sérieuse puisque *Le Devoir*, journal sérieux, a publié cette nouvelle à la une, photo couleurs à l'appui, tandis que l'histoire de la fermeture du magazine indépendant *Recto Verso*, survenue au même moment, s'est méritée un espace quelconque, dans les pages intérieures. Entre *Allô Police* et *Recto Verso*, « un journal indépendant » comme *Le Devoir*, soumis lui-même aux effets de la concentration de la presse, sait tout naturellement où donner de la tête et du cœur...

**Tandis que des revues telles 7 Jours et Elle Québec continuaient de toucher de généreux subsides, Recto Verso crevait dans son coin d'ombre, dans l'indifférence quasi générale.**

Imprimé depuis un demi siècle grâce aux efforts combinés de tous les assassins et des crapules de ce bas monde, *Allô Police* n'arrivait plus à faire concurrence, en la matière, au *Journal de Montréal*, ni à la plupart des autres médias, bulletins des nouvelles télévisés compris. *Allô Police* a été « victime de la concurrence », signale *Le Devoir*. Ne serait-il pas plus juste de signaler qu'*Allô Police* a été victime de la crainte irraisonnée des petits et grands crimes qu'entretiennent désormais eux aussi, dans un beau concert d'unanimité, les grands médias ?

La « façon de consommer l'information judiciaire » a changé, explique Richard Desmarais, ex patron d'*Allô Police*, autrefois patron de CKAC. Il a raison : aujourd'hui, tout le monde s'en gave puisqu'on la lui donne comme une nourriture première et essentielle à la compréhension du monde.



LE RECTO-VERSO DES FONDS PUBLICS !!!

*Allô Police* appartenait à Section rouge, un groupe de presse fondé en 2001. Entré en bourse il y a un an, le groupe a depuis conclu ou tenté plusieurs rachats. Il compte 35 publications ou « produits », comme il les présente plutôt. Le crime ne paie plus ? On se concentre donc dans les « activités familiales » avec des publications telles *Junior*, *Bébé* et *Grossesse*, acquises en décembre dernier. Et heureusement, le cul marche toujours : Section rouge continue d'imprimer *Québec Érotique* et *Érosphère*, de même que *Ma Revue de machineries et d'équipements agricoles*, un peu moins excitante il est vrai. L'an passé, le bénéfice brut de l'entreprise dépassait les 600 000\$. Quel contraste avec le magazine indépendant gratuit *Recto Verso*!

Loin de la logique du profit, loin de la marchandisation de l'information, *Recto Verso* était en quelque sorte un anti-journal, si l'on peut appeler ainsi les imprimés qui se consacrent encore à l'information plutôt qu'à la gestion de leurs « produits ». Depuis quelques années, *Recto Verso* trainait une dette de plus de 200 000 \$. En un an, une campagne de soutien populaire avait permis d'amasser environ 50 000\$. N'eût été du poids de cette vieille dette, tout allait plutôt bien, il faut le dire. Le journal tirait à 85 000 exemplaires. L'équipe était dynamique, dirigée par une femme intelligente et compétente, Anne-Marie Brunelle. Mais lorsque le gouvernement fédéral a coupé net l'aide de 30 000\$ que recevait auparavant le magazine, l'oxygène a manqué pour de bon. Tandis que des revues telles *7 Jours* et *Elle Québec* continuaient de toucher de très généreux subsides de plusieurs centaines de milliers de dollars, tandis que les patrons de ces imprimés pâturaient dans de grasses prairies ensoleillées, *Recto Verso* crevait dans son coin d'ombre, dans l'indifférence quasi générale.

Tout récemment, *Recto Verso* avait fait alliance avec *Le Mouton noir*, *Le Couac* et *L'Aut'journal* afin de toucher une petite subvention destinée à une campagne commune de promotion et d'abonnement. À l'heure où *Recto Verso*



vient de sombrer, ses compagnons d'infortune risquent eux aussi d'être punis puisque les avoirs du magazine ont été saisis par un huissier, cette subvention globale y compris. Mais rassurez-vous. Personne n'en parlera. À moins que *Le Mouton noir*, *Le Couac* ou *L'Aut'journal* n'annoncent sous peu qu'ils doivent aussi fermer leurs portes. Et ce dont on ne parle pas n'existe pas. Le système médiatique actuel est ainsi fait qu'il n'admet que les discours qui ne menacent pas l'ordre établi.

### Une hypothèse

Dieu a puni Recto-Verso pour la pleine page de pub «écolo» d'Hydro-Québec sur la page arrière du dernier numéro...

*Recto Verso* est mort parce que toutes les déclarations creuses empreintes de bons sentiments de tous les Michel Roy et les Anne-Marie Dussault de la province, avec leur jolie diction et leurs fonctions médiatiques sans aucun poids réel, n'empêcheront jamais tous les provinciaux comme Marc Laurendeau de toujours préférer parler de *Paris Match* plutôt que des médias indépendants.

Professeur de journalisme à ses heures à l'UQAM, illustration parfaite du monde soumis qu'il enseigne désormais à reproduire, quelqu'un comme Laurendeau avoue naturellement connaître moins *Recto Verso* qu'*Allô Police* (*La Presse* 14-7-4). « Je connaissais moins *Recto Verso*, mais

Suite en page 3

## Que reste-t-il des élections ?

**U**N COUDE À COUDE serré entre Libéraux et Conservateurs, voilà le scénario que nous avaient concocté les sondeurs, analystes et autres gentils animateurs de notre vie politique parlementaire, qui s'excitaient et tentaient de nous exciter au sujet des dernières élections fédérales. Dans les faits, on ne peut rêver système parlementaire plus stable dans son équilibre des puissances partisanes que le Canada depuis quelques années, où les Libéraux peuvent encore être au pouvoir dans 15 ou 20 ans avec un Québec qui vote Bloc en bloc, l'Ouest qui vote conservateur et l'Ontario libéral. Cela n'empêche pas les gentils animateurs de nous rabattre les oreilles avec cette « lutte serrée », ce « coude à coude », ce suspense qui se poursuit jusqu'à la dernière minute... C'est qu'il faut bien faire croire à l'importance de ces élections qui étaient, semble-t-il, hors de l'ordinaire et représentaient un moment historique. Nous devons donc aller voter, pour trancher. Et selon ces mêmes gentils animateurs qui analysaient les résultats des élections, les électeurs canadiens ont fait un choix raisonnable et modéré, cherchant à lancer un avertissement aux Libéraux mais sans prendre le risque de donner le

**Voter est un devoir « démocratique », [...] pourtant, d'élection en élection, ici et ailleurs, les électeurs votent de moins en moins.**

pouvoir aux conservateurs. Comme si ces millions d'électeurs d'Halifax à Victoria en passant par Yellowknife réfléchissaient de façon stratégique concertée comme un seul et même individu. Mythe de la nation une et indivisible, mythe de l'électorat, mythe de la démocratie.

Curieux, n'est-ce pas, que chaque élection nous place — à en croire les joyeux animateurs — devant un moment historique, un choix fondamental. Choix fondamental

qui nous en cache un autre, bien plus fondamental, qui résume la nature du processus électoral : choisir des chefs qui choisiront pour nous, en notre nom... Voter est un devoir « démocratique », nous répète-t-on avec insistance... Et pourtant, d'élection en élection, ici et ailleurs, les électeurs votent de moins en moins. Avec environ 60% de taux de participation aux élections ici et aux États-Unis, les chefs de gouvernement ne gouvernent au final qu'avec l'appui d'environ 25% à 35% des suffrages exprimés lors des élections. Et les gentils animateurs, qui n'apprécient surment pas l'abstention, sermonnent les abstentionnistes : il en va de la démocratie, de la légitimité, de la liberté... Tout ce cirque des gentils

animateurs et de leur rhétorique pour nous faire penser que les politiciens et la machine ont besoin des suffrages pour fonctionner. Et pourtant : le système continuerait de fonctionner même s'il n'y avait que 40%, ou 20% ou 10% des électeurs qui se présenteraient aux urnes la journée des élections. Les chefs déclancheraient des guerres, lèveraient taxes et impôts, couperaient dans les budgets, passeraient des lois, des amendements, des décrets, siègeraient aux sommets internationaux et signeraient des traités, détourneraient des fonds, favoriseraient leurs petits amis dans l'obtention de contrats juteux... Ce que ne vous disent jamais les gentils animateurs, c'est que la « démocratie » fonctionne très bien sans électeurs.

MOHAMED SMITH-GAGNON

### Un dur combat

Le combat a été rude dans le comté de Jeanne-Leber comme en témoigne le visage tuméfié de la gagnante Liza Frulla.





# COUAC' en fasse notre gouvernement...

## La société civile s'exprime!

### Moisson Montréal a faim

**M**OISSON MONTRÉAL assure la sécurité alimentaire de la population défavorisée de la région métropolitaine. Malgré son mandat pour le moins titanesque, seulement 34% de son budget global est financé par le gouvernement (5%) et Centraide (29%), alors que 66% repose sur de l'auto-financement. À l'aube de son vingtième anniversaire, certaines questions s'imposent d'elles-mêmes: le poids d'auto-financement qui incombe à l'organisme ne l'empêche-t-il pas de bien remplir sa mission? Le financement est-il suffisant compte tenu du rôle majeur que joue l'organisme dans notre société? Quoiqu'il en soit, ceux qui le tiennent à bout de bras seront en campagne de mobilisation toute l'année afin de renflouer les coffres, affirme Mme Johanne Théroux, directrice générale de Moisson Montréal. Comme s'ils n'avaient pas assez de pain sur la planche comme ça...

Également pôle de distribution pour le Québec, Moisson Montréal est la banque alimentaire qui récupère les surplus de nourriture de l'industrie agroalimentaire pour les redistribuer équitablement aux organismes communautaires de Montréal (soupes populaires, comptoirs et banques alimentaires, maison d'hébergement) qui soutiennent et nourrissent directement les personnes défavorisées. Il s'agit de la plus importante banque alimentaire au Canada

en termes de volume de denrées distribuées: 60 tonnes d'aliments. Un soutien alimentaire à 150 000 personnes de Montréal, dont 66 000 enfants chaque mois.

Moisson Montréal préférerait ne plus avoir de raison d'être, mais au contraire, les besoins ont augmenté avec le temps. Cette année, 4 000 personnes de plus ont eu recours à l'aide alimentaire dans le Grand Montréal. Notons que seulement 22% des gens dans le besoin demandent de l'aide, selon une étude universitaire réalisée dernièrement. Si l'on considère en plus que la banque alimentaire n'arrive à combler jusqu'à présent que 30% des besoins d'approvisionnement exprimés par les différents organismes, la quantité de gens rejoints par celle-ci est largement insuffisante, explique Mme Théroux.

En plus de ne pouvoir desservir une portion significative de la population visée, Moisson Montréal affiche cette année un déficit de 150 000 dollars, qui fut engendré par une augmentation des dépenses (coûts élevés en énergie et en essence utilisée par les camions de livraison) versus une stagnation des revenus. S'ajouteront à cela, au cours des prochains mois, d'autres dépenses majeures puisque le toit de l'entrepôt doit être réparé et les camions de livraison changés. C'est ainsi que Moisson Montréal se retrouve à son tour dans le besoin.

Pour ne pas laisser crever de faim les Montréalais, mais également pour assumer ses autres fonctions, c'est-à-dire économique (réduire le gaspillage et le coût d'élimination de déchets des fournisseurs), environnementale (31 millions de denrées évitées chaque année de se retrouver dans les sites d'enfouissement avec les conséquences que l'on connaît) et politique (sensibiliser les instances au problème de la faim et de la pauvreté), l'organisme saisit l'occasion de son 20<sup>e</sup> anniversaire pour mettre en relief son rôle capital dans la société québécoise ainsi que l'ampleur des besoins que peuvent représenter une entreprise qui gère un budget global de 1.7 millions de dollars, 28 employés permanents ainsi qu'une quarantaine de bénévoles.

La banque alimentaire est la plus performante au Québec, mais elle rappelle au gouvernement que l'effort déployé pour y arriver n'est pas une ressource illimitée et qu'elle a besoin de renforts. Elle lance également un appel à l'aide à tous ceux qui veulent bien l'entendre: aux fournisseurs, bénévoles et mécènes de toutes sortes. Pour Johanne Théroux, la clé du succès est de trouver des gens qui croient à la cause et qui les soutiendront dans un effort collectif.

ANDRÉE DESHARNAIS

Vous pouvez contacter Moisson Montréal au (514) 344-4494

## ► PLOGUES

### Les journées d'étude d'Alternatives

Né avec le mouvement altermondialiste au milieu des années '90, Alternatives fête cette année ses 10 ans. L'organisme dont la devise est «pour un monde différent» vous propose de participer à ses «journées d'étude» qui ont lieu cette année les 27, 28 et 29 août au camp Notre-Dame à Saint-Liguori sur le thème «Culture des résistances, résistance des cultures». Ateliers, panels, conférences et party au programme. Tous les détails au [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)



### Soirée enviro-électro-acoustique



Le 4 août prochain à 20h, à la Sala Rossa, le répertoire mélangé des musiciens de Blues Gitan rencontre l'ambiance futuriste électro acoustique du groupe Metatouque sur fond d'animation visuelle.

Cet événement musical et festif s'inscrit dans le cadre des activités de la campagne *Changer le monde un geste à la fois* d'Équiterre. Lancée officiellement le 15 avril dernier, la campagne a rayonné dans tout le Québec grâce à l'implication de 50 jeunes qui se sont engagés, dans leurs régions respectives, à faire vivre les valeurs écologiques proposées par cette campagne. Prix à la porte: 12\$ (taxes incluses) Billets en prévente au [www.equiterre.qc.ca/soiree/](http://www.equiterre.qc.ca/soiree/)

### Ça va swigner aux berges du Lac Castor

Au lac Castor de Saint-Paulin, un événement musical réunira les meilleurs groupes de la scène traditionnelle. Violons, accordéons et guitares vont habiter le lieu la fin de semaine du 20-21 août. L'apogée aura lieu le samedi 21 août à 20h avec **Les Tireux d'Roche, Fred Pellerin, Les Langues Fourchues, La Part du Quéteux et Conferencius Gigus.**

Étant donné qu'il va faire soleil, beau temps mauvais temps, emmenez vos tentes question de profiter du lac, des sentiers et du beau monde qu'il va y avoir.

819-268-3339 — [www.laccastor.com](http://www.laccastor.com)



## COURRIER DES LECTEURS

### Le CRTC, une fausse cible respectée

La concentration de la presse à profits et la précarité de moyens des médias alternatifs sont des menaces plus sérieuses à la liberté d'expression qu'une décision appropriée du CRTC. Fillion et ses fidèles se trompent encore de cible selon leurs habitudes.

CRTC a fini par en tenir compte. La décision sans équivoque sur ce qu'il y a d'intolérable se situe dans ces limites pour que la liberté d'opinion ne tourne pas à la foire d'empoigne d'extrême-droite.

Guy Roy

### Des élus d'un soir

La masse intoxiquée de l'auditoire de Fillion n'est plus en mesure de juger de ce que représente la liberté d'expression dans une société pluraliste, démocratique et où les débats devraient rester dans les limites de la sérénité et du respect mutuel. Il fallait trancher contre une désinformation systématique menaçante pour les droits, car sans réplique permise, et cela a été fait.

La télévision française de Radio-Canada a bien mal paru le 28 juin en annonçant l'élection d'au moins quatre candidats, puis, peu après, leur défaite. L'imagine la joie puis la déception de Maria Mourani, candidate du Bloc québécois dans Ahuntsic, donnée gagnante puis perdante face à Eleni Bakopanos, du Parti libéral.

Je n'aime pas la censure, mais Fillion a soulevé lui-même la réprobation d'un auditoire qui le boycottait tout aussi massivement que ses adeptes et en toute connaissance de cause. Le

Le dépouillement fragmentaire des bulletins de vote dans les circonscriptions à la population hétérogène peut être trompeur. D'un bureau de scrutin à un autre, il peut y avoir de surprenants écarts. Voilà pourquoi

Radio-Canada devrait agir avec circonspection et se guérir de sa maladie de toujours vouloir aller plus vite, surtout quand on sait qu'un des plaisirs tirés de l'émission provient de l'attente fébrile des résultats.

Si Radio-Canada ne veut pas entacher sa crédibilité, elle doit faire un sans-faute la prochaine fois. Car si la tendance devait se maintenir, on irait voir ailleurs.

Pour finir, la chaîne publique a eu raison de déclarer réélue Liza Frulla dans Jeanne-Le Ber, mais j'espère qu'elle se sera trompée en définitive.

Sylvio Le Blanc

### Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre ([texte@lecouac.org](mailto:texte@lecouac.org)). Sinon, une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

## SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

L'aut'journal est un mensuel indépendantiste et progressiste pour qui «Informer, c'est mordre à l'os tant qu'il y reste de quoi ronger». (Jacques Guay)

**JOURNAL**  Un an 30 \$ ou soutien \_\_\_ \$  
 Deux ans 45 \$ ou soutien \_\_\_ \$

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_ Faites votre chèque à l'ordre de  
 \_\_\_\_\_ L'aut'journal  
 Code postal \_\_\_\_\_ Tél.: \_\_\_\_\_ 3575, Saint-Laurent, bur. 117,  
 Courriel \_\_\_\_\_ Montréal H2X 2T7

## POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_  
 Courriel \_\_\_\_\_

## Le Couac

c.p. 222 succ. D,  
 Montréal, Québec, H3K 3G5  
 Téléphone: (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau  
 Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Marco Silvestro  
 Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Andrée Desharnais, Frédéric Dubois, Francis Dupuis-Déri, Clode de Guise, Éric Martin, Jean-François Mercure, Michelle Loslier, Martin Petit, Michel Rioux, Marco Silvestro, Sniper, Yvon D. Ranger, Valentin Tardi, Dominique Tremblay, Simon Tremblay-Pepin, Ramon Vitesse.

Illustrations: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charlotte, Dolbec, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Sniper, Steïan, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: Charlotte Lambert, France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: [lecouac@vif.com](mailto:lecouac@vif.com) (514) 596-1017.  
 ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369  
 Imprimé au Québec





# Aboutir

**L'**ÉTÉ SE PRÊTANT à la chose, je me suis surpris ces derniers temps à réfléchir au sens profond du mot aboutir. Quel cheminement dans l'histoire que celui de ce mot anodin en apparence, mais terriblement porteur de sens.

Pour ne pas perdre le fil ou, mieux encore, pour le trouver en dépit de la canicule, il faut se souvenir que le mot aboutir est le parfait antonyme du mot éternité. Aboutir marque en effet une fin, que ce soit le sort réservé à un projet finalement mené à terme, ou encore celui d'un abcès qui, venu à maturité, n'a plus qu'à péter pour que tout rentre dans l'ordre et s'achève, pour la plus grande joie de celui qui en était affecté.

La langue vernaculaire s'est aussi emparée de ce mot, l'appliquant à quelqu'un qui finit quelque part, après souvent avoir suivi un cheminement plutôt sinueux.

On peut ainsi aboutir dans une fonction, aboutir dans un pays, de la même manière qu'un problème peut ne pas trouver un aboutissement. Mais trêve de circonlocutions, aboutissons!

### Aboutir au Sénat

Relisant récemment quelques textes anciens, il m'est revenu qu'il y a quinze ans, deux anciens ministres rouges avaient fait leur première communion au Sénat, mais dans une livrée bleue! C'était, rapportaient les gazettes de l'époque, pour sauver la TPS, introduite par Brian Mulroney, accueillie par Robert Bourassa qui y perdit son ministre du Revenu, Yves Séguin, revenu à nouveau

l'année dernière dans la peau de ministre des Finances. La TPS était mise à mal par les hordes rouges au fédéral. (La suite fut une source d'enseignement: plus un politicien hurle et déchire sa chemise, plus il s'apprête à faire le contraire de ce qu'il soutient. Jean Chrétien conserva la TPS.

Les deux sages à revêtir la robe prétexte sénatoriale en cet été de 1990 étaient Thérèse Lavoie-Roux et Claude Castonguay. On admettra qu'il y a des missions plus nobles que celle dont ils avaient accepté la charge: la TPS et sa petite soeur la TVQ étant les plus régressives des taxes, frappant aveuglément le millionnaire et la mère célibataire. On ne connaissait ni à Madame ni à Monsieur de problèmes financiers à ce point importants qu'ils fussent, moyennant rétribution, faire n'importe quoi de leurs journées. Respectés, semble-t-il, dans leurs milieux respectifs, les deux ont abouti à Ottawa.

Quand on s'arrête au sens des mots, aboutir à Ottawa, au Sénat surtout, n'est-ce pas finir comme un furoncle?

### Aboutir à Regina

Parlant d'aboutir, on pouvait lire dans *La Presse* du 19 juillet une lettre d'un Québécois qui a honte de sa province — impôts, éducation, système de santé, droits des locataires, routes, no fault, garderies à 7\$, salaires miteux des profs d'université, etc - et qui, pour vivre ses rêves, a décidé d'aboutir à Regina. « Nous nous joignons à d'autres familles qui elles aussi ont quitté le Québec avant nous afin de retrouver l'espoir », écrit le jeune homme aux vertes espérances. Sauf qu'en 2003, davantage de Canadiens sont venus s'installer au Québec que de Québécois ne sont partis brouter les verts pâturages canadiens. Les savants appellent cela le flux migratoire.

Avec ses valeurs et ses préjugés, ce n'est pas à Regina qu'il aurait dû aboutir, le gars. C'est à Houston, Texas!

### Aboutir à Longueuil

Mais c'est l'été. Rien ne presse en effet. La canicule va finir par arriver, repoussant à l'automne l'aboutissement de plusieurs problèmes.

Ainsi, quand donc la situation à Kanesatake aboutira-t-elle à quelque chose? Il y a là un maire qui ne peut pas aller dans son village et dont la maison a été incendiée. Imaginons un instant le maire Tremblay en deuil de sa maison d'Outremont et qui gèrerait sa ville à partir d'un Holiday Inn de Longueuil! N'y a-t-il pas là un abcès qu'il presse de faire aboutir?

MICHEL RIOUX



## Jurisprudence

Guy Roy, un lecteur du *Couac*, écrit, à propos de CHOI-FM: « Il fallait trancher contre une désinformation systématique menaçante pour les droits, car sans réplique permise, et cela a été fait. »

Ne pourrions nous pas invoquer ce précédent pour faire fermer *La Presse*?

## Pourquoi s'en faire quand « c'est pas pire ici qu'ailleurs » ?

À LA SUITE DE LA MANIFESTATION du 10 juillet dernier commémorant le premier anniversaire de l'expropriation des 7 ménages de Guindonville (<http://www.guindonville.ca.tc/>), voici quelques citations du maire de Val-David, Dominic Asselin, qui nous font apprécier la sensibilité particulière du personnage envers les problèmes de logement social qui sévissent dans sa ville.

Quand on lui demande s'il est possible de se loger à faible coût à Val-David, il a hésité quelques secondes et répond que « ça coûte cher comme ailleurs ».

Puis il ajoute: « La municipalité n'a pas créé de rareté de logement en détruisant sept maisons. Il n'y a rien qui me dit qu'il y a plus de problèmes qu'ailleurs. Se loger coûte cher comme partout. »

« Il vaut mieux améliorer l'offre de logement en général. S'il y avait plus de logements, les prix baisseraient. Alors que si on investit un million pour construire un HLM, on comble les besoins de vingt personnes. Le problème n'est pas réglé. »

Effectivement, les maisons de luxe que construisent en ce moment plusieurs promoteurs à Val David avec la bénédiction de monsieur Asselin vont sûrement contribuer, quand elles commenceront à se fissurer dans quelques siècles, à faire baisser le prix des loyers pour la dixième génération de descendants des Guindonvillois...



# Sans Utilité Véritable

**L**ES VÉHICULES utilitaires sports (VUS ou SUV en anglais) sont plus sécuritaires « parce qu'en cas de collision frontale avec une voiture plus petite, l'autre voiture absorbe le choc ». Et quand tous les nord-américains auront un VUS, achetez-vous un tank ou un 18 roues!

En réalité, à la fin des années 1990, les taux de décès réels, sur la route, étaient plus élevés pour le VUS le plus vendu au Canada, d'un poids d'environ 1 700 Kg, que pour la voiture la plus vendue (env. 1 060 Kg). Les taux de décès par million de véhicules immatriculés étaient de 79 conducteurs décédés pour le VUS Ford Explorer et de 56 conducteurs décédés pour la Honda civic (USA, 1995-1997)².

Un prix sera remis aux lecteurs nous précisant à qui sont destinés les «véhicules utilitaires sports de luxe», des mastodontes V8, 4 roues motrices, équipés d'un système de son Hi-Tech, vendus avec des pubs les montrant en train de faire à la fois du street racing, l'escalade de l'Everest et aller à l'opéra. Et il est interdit de

remanier le célèbre proverbe « Grosse corvette, p'tite quéquette » pour justifier sa réponse.

En terminant, une suggestion de slogan aux publicitaires de VUS: « Achetez un VUS et retrouvez le délinquant en vous: les VUS contournent à la fois les normes environnementales, de consommation d'essence et de sécurité! »

PAT MORENCY

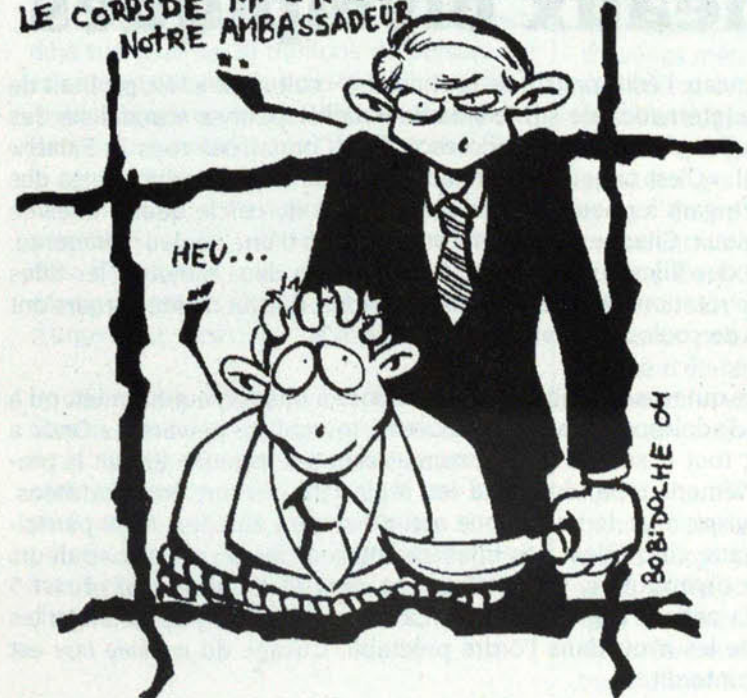
1- Source: Insurance Institute for Highway Safety: Shopping for a safer car. ([www.iihs.org](http://www.iihs.org))

2- Source: Insurance Institute for Highway Safety (2000). Driver deaths rates. Status Report, vol.35 No 7, août 2000.



## PRESSIONS DU CANADA

SI VOUS NE NOUS RAPATRIEZ PAS LE CORPSE DE MME KAZEMI, ON DÉCAPITE NOTRE AMBASSADEUR



# Le meurtre de la presse indépendante

SUITE DE LA PAGE 1

en étant une publication de gauche avec une voix plus fortement multiethnique, cette publication transgressait un certain nombre d'habitudes propres aux médias traditionnels. Ces voix-là se font de plus en plus rares. » Aussi rare en fait que l'attention qu'il porte depuis des années, dans ses revues de presse radiophoniques du matin, à ces « publications de gauche » à la voix « plus fortement multiethnique ». En quelque sorte, quelqu'un comme Laurendeau est lui-même en partie responsable d'une situation catastrophique qu'il a ensuite le culot de commenter publiquement avec la larme à l'œil. Comme bien de ses confrères, il ne se consacre en fait qu'à la seule contemplation de son image médiatique outrageusement maquillée.

Avec l'affaire Zahra Kazemi, sa photographe assassinée en Iran le 10 juillet 2003, *Recto Verso* a d'ailleurs révélé malgré lui un des signes les plus flagrants de cette hypocrisie des serviteurs des médias dominants. Depuis la mort de la photographe, pétitions, déclarations, analyses et expositions de son travail se sont multipliées et ont trouvé un relais constant, sous diverses formes, dans les médias qui travaillent à la grande enseigne de l'argent. En fait, un an

après sa mort, *La Presse*, *Le Devoir* et *Le Soleil* avaient parlé à eux seuls plus de 210 fois de Zahra Kazemi. Mais avant son décès, alors que son travail était publié avec soin régulièrement par l'équipe de *Recto Verso*, combien de fois avait-on parlé d'elle? Pas une seule.

Elle est morte? Pleurons. Son journal meurt à son tour? Pleurons encore. Le meurtre de la presse indépendante peut néanmoins continuer gaiement. La voie est libre. Les permis de tuer sont déjà entre les mains des grands groupes de presse. Il ne reste plus qu'à attendre. Ce n'est qu'une question de temps.

Au fond, la mort des journaux indépendants est une bonne chose. Elle permet aux pleureuses professionnelles de se rincer l'œil tout en montrant à quel point elles n'ont pas de cœur. Elle montre aussi à quel point cette structure de l'information contemporaine, toute vouée à satisfaire le seul bénéfice des puissants, est cynique à en crever.

PHILIPPE DESCHÊNES

# A mari usque ad mortem

**L**ES HARFANGS DES NEIGES volent bas, les feuilles d'érable pendouillent, tristounettes, un vent froid du sud-ouest balaie l'US canadien. Les républicains de Stephen Harper polissent sans conviction leur shotgun dans la solitude des chaumières esseulées du nord de Blind River en remplissant leurs cartes de membres du Separatist Alberta Party. L'observateur chevronné du désert de la politique fédérale doit en arriver à cette conclusion : il se passe « quelque chose » d'étrange au pays de Brian Adams. L'air y est lourd comme un jour de novembre. On dirait que ça sent le salon mortuaire.

Agonisant, le Canada n'existe déjà plus. Ces derniers-temps, il n'était plus que l'ombre de lui-même. Lorsqu'il ne s'alignait pas sur les politiques américaines, le pays était en proie à de vifs déchirements internes. Après le scandale des commandites et la montée d'une droite ultraconservatrice dans l'Ouest, l'impasse politique était totale et généralisée. S'il subsistait quelque flou sur la question, les dernières élections l'auront prouvé hors de tout doute.

Le début de la fin, c'est sans doute ce jour où, à l'instar du Québec et de la British Columbia, l'Alberta a choisi de prendre un virage « séparatiste ». Ce n'est pas nouveau, les indépendantistes québécois le disent depuis belle lurette : la confédération canadienne n'a jamais été qu'un mythe, le pays étant constitué d'ensembles politiques distincts qui entretiennent entre eux des liens plus minces qu'une strap de pantalon de mountie. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que depuis peu, même les éditoriaux du Rest-of-Canada le reconnaissent.

Let's face it : le canadien steamship prend l'eau, et même ceux qui caressait l'espoir d'un « Québec fort dans un Canada uni » doivent se rendre à l'évidence : le Québec devrait mettre les voiles et prendre ses rames à son cou. Or, et chacun l'a déjà vécu, le deuil s'accompagne souvent d'un fort sentiment de négation. Ainsi, au quatre coins de la terre de Baffin, on voit ressurgir un peu partout le spectre increvable du fédéralisme renouvelé qui invite les bons matelots canadiens-français à couler avec le navire.

Il semble qu'il ne faille jamais sous-estimer les pirouettes intellectuelles que sont capables d'exécuter les membres du fan club de l'unifolié lorsqu'il s'agit de développer de nouvelles stratégies de reddition. Ainsi, récemment, dans les pages idées du *Devoir*, on pouvait

lire un larmoyant plaidoyer pour un fédéralisme renouvelé. Dans la victoire du Bloc, l'auteur voit non pas le signe d'un profond cul-de-sac, mais plutôt l'opportunité de faire valoir les intérêts distincts du Québec tout en le maintenant dans le carcan fédéral.

Comment expliquer qu'il se trouve encore aujourd'hui quelques croisés de la feuille d'érable qui vendraient père et mère plutôt que de reconnaître que le pays bilingue multiculturel et francophile qu'ils espèrent rénover n'existe plus aujourd'hui que dans leur imaginaire mythifié et fossilisé ?

Nous sommes en fait en présence d'une manifestation parmi tant d'autre d'une singulière pathologie de la pensée : l'hyper-réformisme. Cette déficience résulte d'une incapacité à concevoir les changements structurels, donc de l'inaptitude à concevoir un problème en dehors du cadre de référence de l'ordre établi, attitude paradoxale qui se résume bien par l'oxymore suivant : oui au changement, mais seulement dans le statu quo.

Dans le cas du fédéralisme renouvelé, cette affliction conduit le patient à poser le maintien de la fédération canadienne comme axiome de base de toute réforme. Si la démarche indépendantiste analyse le réel pour en tirer une conclusion (cri\*\*\* le camp du Canada), le processus fédéraliste est complètement renversé. Dans un sursaut d'idéalisme hégélien, le système philosophico-théorique du néo-trudeauisme prend le concept d'intégrité du Canada, relève ses manches de chemise rouge et blanche, et entreprend de lui soumettre le réel en haletant comme un porteur d'eau.

Ainsi, toute tentative de concevoir quelque innovation ou quelque « renouvellement » est subordonnée au principe premier de maintien de l'intégrité et de la pérennité du pays Canada. Or, quand le problème se situe précisément au niveau de la pertinence de conserver telle quelle cette fédération ou d'opter pour une véritable confédération, le cerveau du néo-fédéraliste se voit incapable de digérer l'information, se bute à une erreur de compilation et génère, non pas un « blue screen » mais un écran rouge. Toute communication avec le réel devient alors impossible.

Comment accorder quelque crédibilité à une démarche politique qui se refuse à considérer des pans entiers de la problématique en cause ? Le « fédéralisme » renouvelé, c'est la même vieille attitude rampante du laquet

de service sous couvert de réforme politique. C'est encore, sous une autre de ses formes, l'hydre à mille têtes du relativisme qui distille son sempiternel venin, celui de la nuance-à-tout-prix et du compromis-sabdication érigés en système.

Or, il arrive parfois qu'une situation soit intenable et qu'elle mène à un changement profond qui entre en rupture avec la continuité historique. Actuellement, les conditions sociales objectives indiquent une tectonique des plaques qui pousse le Canada à se disloquer. Reste le facteur subjectif, celui de l'action consciente pour réaliser l'indépendance du Québec, et c'est précisément sur ce terrain que nous attendent les ayatollahs du parlementarisme britannique. Contrairement aux membres du Alberta separatist party, prendre une carte de membre de la NRA n'est pas une option envisageable. Suffit de fourbir nos armes... intellectuelles et de rabattre le caquet à ceux qui se font une spécialité de nous faire faire du surplace.

ERIC MARTIN

1- National Rifle Association



## La Mollesse d'un clerc

**C**OURTE MISSIVE à Jocelyn Létourneau (« Réplique à Michel Seymour — Des intellectuels québécois engagés », *LeDevoir* du 20 juillet 2004 : <http://ledevoir.com/2004/07/20/59381.html> (réf. initiale : texte de M. Seymour, au <http://www.ledevoir.com/2004/07/09/58619.html>))

Laissant à M. Seymour toute latitude pour répondre par le détail à M. Létourneau, si tant est qu'il estimât pertinent de procéder, je me contenterai par la présente d'exprimer d'un trait rapide ma consternation à l'examen du texte réactif de son collègue.

Étant moi-même bardée de diplômes (je n'y suis pour rien, ou si peu : conséquence d'une mauvaise éducation domestique, sans doute) et plutôt bien au fait du système dont les deux hommes discutent en l'occasion, je crois que je puis en la matière témoigner, disons-le ainsi, d'une certaine ambiance politique forte de lendemains peu propices, il me semble, à l'indépendance intellectuelle en terre québécoise. Alors voici tout spontanément mon sentiment : Comment un « intellectuel » peut-il ainsi suinter la mauvaise foi tous azimuts par le biais d'une armada de demi-vérités, d'amalgames, de restrictions mentales, de contorsions sophistiquées enfin, et d'abstentions subtilement « ciblées » ?

Décidément, les accointances mentales avec le parcours de M. Claude Ryan, les recouplements d'opinions également comme par voie de conséquence (ou peu s'en faut), m'apparaissent de plus en plus clairs. Sur ce point, on lira d'ailleurs avec profit la page suivante du *LeDevoir.com* : <http://www.ledevoir.com/dossiers/351/52472.html#351>

Toutes les idées sont discutables. Aussi le « canadianisme » convaincu de M. Létourneau ne m'ennuie d'aucune manière. Sauf que si on est incapable de discuter ces dites idées avec honnêteté intellectuelle, on n'est pas moins un intellectuel. On se fait propagandiste, tout simplement. Quelles que soient la forme et la phraséologie.

Le climat idéologique dénoncé par le professeur Seymour est en effet grandement préoccupant au sein d'une société que l'on se plaît — par pudeur, par myopie, par insouciance sinon franchement par intérêt — à qualifier de libre. Aussi je crois que M. Jocelyn Létourneau manque terriblement à son devoir d'« intellectuel » (par aveuglement

volontaire ou par incompétence, je ne sais encore. Ce qui au reste ne change rien quant au résultat) en banalisant ainsi, le niant même, l'insidieux travail de sape qui prévaut indéniablement — *piano mais sicuro* — depuis une onzaine d'années dans les hautes officines fédérales du bon penser et du suprême dépenser.

On n'a pas fini de constater jusque dans les béatilles — tel un champ joliment fleuri en dépit de sa contamination pour les décennies à venir par quelque déchet nucléaire — les dégâts laissés par le régime libéral de M. Jean Chrétien. Ici celui solidement secondé tout ce temps (de Jean Pelletier à Denis Coderre, de Stéphane Dion à Charles Guité, d'Alfonso Gagliano à Pierre Stewart Pettigrew, *La fleur Communication*, *Groupaction Marketing*, *Via Rail* et autres *Groupe Everest* en guise de contreforts dans la mercantile « société civile ») par des hommes de main à la poigne de fer quand il s'agit de procéder à grande échelle à la subordination provincialisante du Québec au sein du régime canadien.

Il y a effectivement péril en la demeure. Et les Québécois doivent savoir gré à Michel Seymour d'avoir lancé, non sans un certain courage, le débat sur la place publique.

Entre-temps, M. Létourneau, si vous le voulez bien, relisons ensemble le grand ouvrage de Julien Benda, dont les feuillets racornis vieux maintenant de soixante-dix-sept ans n'ont pas démerité outre mesure depuis lors.

HÉLÈNE PISIER

1- Léger détail au passage. Le « Dossier des commandites » a disparu du portail *Nouvelles* (<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/>) du site de Radio-Canada. Pourtant, l'*Affaire* (Commission Gomery) est loin d'être close, comme on sait. Bonne chance tout de même au lecteur/auditeur, citoyen contribuable aussi, pour retrouver ce dossier dans les méandres des lieux (il en est de même, autre décision suspecte de la SRC, du « Dossier Québec/Élections 2003 »). Assisterions-nous là déjà à une première manifestation officielle du nouveau parti gouvernemental libéral de M. Paul Martin : on éradique Denis Coderre du Cabinet d'une main, on dissimule l'information (et on garde M. Stéphane) de l'autre... ? À titre de ministre de Patrimoine Canada nouvellement assermentée, et du coup responsable de la chaîne publique (ou d'État, diront d'aucuns), Mme Liza Frulla aurait-elle déjà une opinion sur le geste... ?

## Show de Bérurier Noir



Doit-on dire « Punks debout! » ou « Punks de boue! »?

Doit-on dire « Punk is not dead » ou « Punks is not drawn »?

photo: neonyme (neo@null.net)

## Démocratie

Si le taux d'absentéisme a été si élevé aux dernières élections fédérales, c'est parce que le gouvernement canadien n'a rien compris à la démocratie, selon René Didier de Longueuil (*Courrier des lecteurs*, *La Presse* 30-6). Le truc selon lui, c'est de rendre le vote obligatoire. Il suffisait d'y penser ! Après tout, les pays totalitaires où le vote est obligatoire ont des taux de participation records pour élire leur parti unique. On fait quoi avec les récalcitrants ? On les torture (en secret) jusqu'à ce qu'ils acceptent de faire leur X sur le bulletin de vote ? On les foue au trou au pain sec et à l'eau avec pour toute lecture les éditoriaux d'André Pratte jusqu'à ce qu'ils craquent ?

« Quand je pense que l'on s'imagine pouvoir donner des leçons de démocratie au reste du monde », conclut l'auteur. C'est vrai, il y a déjà assez des Arabes du Moyen-Orient qui sont bouchés, à qui il faut apprendre les fondements de la démocratie à coups de bombes, on espérerait tout de même un minimum de compréhension du processus démocratique de la part des citoyens choyés du « plusse meilleur pays du monde ».

## Anneaux olympiques

Richard Martineau, l'éditorialiste de la circulaire « culturelle » *Voir*, profitait de la Conférence internationale sur le sida de Bangkok pour se scandaliser des moeurs sexuelles dissolues des adolescents. « Connaissez-vous le *Rainbow Club* ? », écrit-il. « C'est un jeu qui connaît une certaine popularité auprès des jeunes. Quatre gars forment un cercle. Au milieu du cercle quatre filles se mettent à genoux. Chaque fille a les lèvres peintes d'une couleur différente. [...] Chacune des filles suce un gars. Après une ou deux minutes, les filles effectuent une rotation, et sucent un nouveau gars. À la fin du jeu les gars ont quatre barres de couleur sur leur pénis. » (*Voir* 15-7)

Intrigué par ce qui ressemblait au premier abord à une rumeur Internet, ou à un fantôme d'adolescents boutonneux et de journaliste pervers, *Le Couac* a enquêté, avec tout le sérieux que lui connaissent ses lecteurs. En fait la pratique est tellement répandue, que les règles du jeu ont été modifiées. Rebaptisé *Olympic rings*, le jeu se joue maintenant en équipes de 10 participants, cinq gars, cinq filles. Les filles s'enduisent les lèvres aux couleurs des anneaux olympiques, sucent les cinq gars et l'équipe qui réussit 5 « arcs-en-ciel » parfaits gagne. Le plus important c'est de ne pas mélanger les couleurs et de les avoir dans l'ordre préétabli. L'usage du *masking tape* est formellement interdit.

D'ailleurs ce sera le premier sport mixte en démonstration aux Olympiques d'Athènes cet été.

# Un mur qui marche

**I**L Y A LES APPARENCES et il y a la réalité. La conquête du Moyen-Orient se poursuit inexorablement. C'est un train, c'est un paquebot.

Il y a bien la résistance irakienne, et le mécontentement arabe, et les attentats, et la géopolitique des grands pays demeurés indépendants de la « coalition », et la Palestine irréductible, et l'opinion mondiale, qui regimbe. Il y a bien aussi le temps d'arrêt occasionné par les élections américaines. C'est compliqué. Bien entendu.

Mais il y a les États-Unis d'Amérique voyez-vous, qui ont au moins 150.000 hommes de troupe sur place, des armes d'apocalypse, une détermination absolue, toute la force pour la maintenir, un gouvernement irakien fantôme, composé de créatures des États-Unis, le tout flanqué d'Israël et de sa propre armée inconditionnellement soutenue par Washington, devant des pays sans armes le moins ditement comparables. Il y a le cynisme sans bornes des pétrolières et autres multinationales. L'impérialisme. Une volonté de fer. Il y a une loi rigide : l'instinct de domination et d'accaparement d'entreprises comme les pétrolières est forcé et ne recule devant rien.

Un empire se retire-t-il jamais de son plein gré ? Une armée toute-puissante fait-elle jamais marche arrière ? La réalité, c'est que, contre vents et marées, la situation reste la même en ce juillet 2004. La force ne cède pas. Le paquebot ne change pas de cap. Il faut bien s'en rendre compte.

Les désordres de la résistance continueront, soit ! Le terrorisme aussi, et de plus belle. Mais l'occupant est impavide. Il a toujours les mêmes visées : ce sont les guerres annoncées il y a deux ans, ou

l'équivalent. L'ordre soi-disant « démocratique » impérial continuera de s'imposer. Rien de cela n'est modifié.

La réalité, c'est le fait acquis, plus la suite. Ce n'est pas l'illusion d'une situation aléatoire. La vérité de la situation est là où est la force, surtout la force qui est maîtresse du terrain et va s'agrandir encore. Cela ne bouge pas.

Mesurez bien les choses elles-mêmes. Tout travaille dans la réalité telle qu'elle est. Il faut que la pensée y soit aussi. Elle ne doit pas s'évader dans des imaginations compensatoires. La réalité est brutale. Il faut savoir à quoi l'on a affaire.

On a affaire à la violence, recouverte de semblants. La loi qui préside à la violence est, pour celle-ci, d'empirer, ce n'est pas de faiblir.

Voir la réalité des faits, des perspectives. Il faut refuser les interprétations n'ayant pas cette rigueur. Celles-ci se glissent dans les représentations que l'on se fait, selon la timidité habituelle des médias ou bien selon leur corruption.

On regarde rarement les choses bien en face. L'impérialisme ne fait pas de concession, ni dans ses actes, ni sur son programme, ni sur sa volonté. Il faut le voir tel quel, dans le présent même. C'est un mur, un mur qui marche.

Voilà ce qu'il y a au Moyen-Orient.

PIERRE VADEBONCOEUR

# L'Irlande garde ses bières pour les p'tits gars du pays

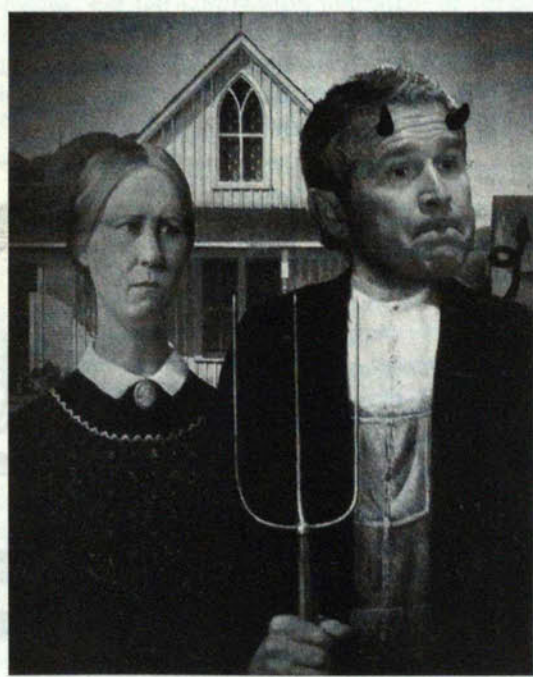
**E**N JUIN, la population

irlandaise s'est prononcée par référendum en faveur d'un durcissement des lois concernant l'immigration. Par conséquent, les enfants d'immigrants nés en sol irlandais n'auront plus de facto la citoyenneté. Se défendant d'être raciste, le ministre de la justice de ce pays de 5 millions de personnes s'est retrouvé dans l'eau bouillante alors que des leaders racistes du KKK américain et du Afrikaner Resistance Movement (Afrique du sud) l'ont chaleureusement remercié pour ses efforts afin d'enrayer l'invasion provenant du Tiers monde... (*Irish Examiner*, 15-07). L'Irlande vit présentement un boom économique qui réjouit tout le monde, ou presque. En effet, la condition des femmes de ce pays est une des pires des pays occidentaux : elles gagnent, en moyenne, moins que la moitié du salaire des hommes. Il semblerait que « le tigre irlandais » a encore bien du chemin à faire pour qu'on le reconnaisse pour autre chose que ses célèbres « stouts ».



MARCO SILVESTRO

## Morale sauve



**S**eymour Hersh, le journaliste du *New Yorker* par qui le scandale de la torture à la prison d'Abu Ghraib a éclaté, a déclaré lors d'une conférence de l'American Civil Liberty Union, que la situation y était pire que les reportages avaient révélé. Hersh a précisé avoir visionné des bandes vidéo montrant de jeunes garçons irakiens sodomisés par des soldats américains. (*The Independent* 16-7)

Le président Bush aurait déclaré : « Tant qu'ils ne les demandent pas en mariage, les valeurs américaines sont préservées. »

## Après l'Or noir, l'Avenir sombre

Vicente Fox, ex-dirigeant de Coca-Cola, cette firme d'hydro-caramboleurs, est empêtré dans un scandale impliquant son gouvernement et celui des États-Unis. En effet, les Mexicains ont appris à leur grande horreur que le gouvernement qui est supposé les servir puise dans les réserves nationales de pétrole afin de les vendre aux États-Unis. Non seulement un baril de ce pétrole est-il vendu à un prix inférieur que le cours international mais il est aussi vendu à un prix inférieur au tarif domestique. Donc, les Mexicains paient leur pétrole plus cher que les Américains. Les réserves nationales avaient été estimées, avant l'éclatement du scandale, à 26 ans. Maintenant les estimations les plus prudentes font état de 11 ans... Que va-t-il se passer dans 11 ans lorsque les réserves nationales seront épuisées ?

PHONONO

## Un nouveau timbre

Bush est devenu un héros, il veut donc un timbre à son effigie. Il demande qu'on lui fasse un timbre d'excellente qualité. Les timbres sont créés, imprimés et distribués. Bush est très content, mais au bout de quelques jours, il reçoit des plaintes comme quoi le timbre ne collerait pas. Il convoque les responsables et demande une enquête. Celle-ci est menée dans plusieurs bureaux de poste et les conclusions sont envoyées à George Bush : « Il n'y a rien d'anormal avec la qualité des timbres ou de la colle ; le problème vient du fait que les gens ne crachent pas du bon côté ! »



## Six milliards

L'Organisation mondiale de la Santé cherche des fonds. Il lui faut six milliards de dollars pour atteindre un objectif tout simple : mettre d'ici à 2005 des thérapies antirétrovirales à la disposition de trois millions de personnes infectées par le VIH.

Cette somme comprend les coûts des médicaments, des programmes de soutien, le suivi des traitements et la rémunération du personnel soignant. Elle a été calculée sur la base de 34 pays en voie de développement représentant 90% des personnes nécessitant des traitements antirétroviraux. Parmi lesquels on trouve bien sûr une majorité de pays d'Afrique subsaharienne.

Dans son dernier rapport sur la santé dans le monde, l'OMS rappelait que le sida avait déjà tué plus de 20 millions de personnes et soulignait que plus de 40 millions d'individus vivaient avec le VIH/sida. Les deux tiers de ces malades sont des Africains. Sur le continent, un adulte sur douze est infecté. Mais voilà, il n'y a pas d'argent pour les soigner. Et l'OMS note que « moins de 7% des habitants des pays en voie de développement nécessitant un traitement d'urgence le recevraient » à temps.

Pourtant, six milliards de dollars constituent une faible somme en comparaison de la richesse de certains pays. Rappelons sans en vouloir spécialement à nos amis américains qu'ils dépensent chaque année presque trois fois cette somme simplement pour nourrir leurs chiens et leurs chats, soit 17 milliards de dollars.

R.D.

Journal du Jeudi n°669 du 15 au 21 juillet 2004

Développement :

# L'Afrique qui marche est sur le trottoir

**L**ES VENDEURS de l'image de l'Afrique n'ont plus qu'une phrase dans la bouche : les médias ne rendent pas bien compte des potentialités du continent. La presse, notamment la presse occidentale, ne présente que le mauvais côté. Et pourtant il y a l'Afrique qui gagne !

L'Afrique qui gagne ! Comment se fait-il que les médias qui sous tous les cieux se veulent le reflet de l'existant soient aussi aveuglés pour ne pas voir cette Afrique qui gagne que les docteurs ès marketing s'ingénient à faire voir à coups de missions dans des salons présidentiels ou dans ceux non moins feutrés de DG de grosses boîtes ? On les croirait presque si les médias africains pourtant plus proches de la réalité n'étaient pas non plus dans une recherche vaine de cette virtuelle Afrique qui gagne.

Après plus de quarante ans d'indépendance, cette Afrique qui gagne vient à peine d'entamer une lutte contre la pauvreté, aidée en cela par ses partenaires qui, las d'attendre les remboursements des prêts consentis, se sont résolus à les transformer en initiative pour Pays pauvres très endettés. Ils se soulagent ainsi du même coup du poids moral qu'on leur faisait subir en prétextant que le

développement de l'Afrique était entravé par le fardeau de la dette.

Si l'alimentation, l'éducation et la santé constituent les indicateurs basiques du développement, le chemin qui reste à parcourir est bien long pour un bon nombre des États subsahariens notamment, éternels laboratoires de tous les schémas, plans et expériences du développement humain durable. Il ne se passe pas en effet un jour sans qu'un séminaire, un atelier, un colloque ou un forum ne soit organisé.

Au fond, il faudra se convaincre que ces masturbations intellectuelles à grand renfort de paperasserie sont aussi un signe extérieur de sous-développement. On est tellement fier de les organiser qu'on n'hésite pas à en faire de la publicité tous azimuts pour le grand bonheur des agences de publicité. Je communique, donc je travaille. Qu'importe si très souvent cette agitation communicationnelle n'est que de l'air brassé. On dira qu'on s'est réuni, qu'on en a discuté et qu'on a abouti à des conclusions pertinentes. C'est peut-être cette Afrique qui bouge que ces spécialistes veulent promouvoir. À moins que ce ne soit les expériences de cette race de crânes

rasés, costumes trois pièces, mallette et gourmète à la main, ces nouveaux entrepreneurs dont l'action n'a malheureusement aucun impact sur les populations. Ces nouveaux leaders, quatre fois sur cinq, favorisent consciemment ou inconsciemment la fuite des capitaux en bons prête-noms qu'ils sont ou en représentants d'intérêts de groupes européens.

Cette frange de l'Afrique qui gagne, gagne pour elle et pour elle seule en semant par-ci par-là quelques gestes de générosité : dons de médicaments, de vivres, du savon ou de la friperie. Des oeuvres de charité chèrement médiatisées. Mais c'est déjà ça face à l'impuissance de l'État qu'on surprend d'ailleurs dans cette posture de donneur d'aumône. C'est en désespérant des Africains qu'on désespère de l'Afrique. Cette Afrique qui marche, marche sur le trottoir, loin de la chaussée du pays réel. On se réjouira en fin de compte que de « bonnes volontés » veuillent faire un zoom sur cet infinement petit. Hélas, comme pour toute recherche, il y a un coût. Et ça marche pour les orpailleurs de l'Afrique qui marchent. Les stratégies de communication sont aussi des filons pour ceux qui savent chatouiller les ego.

Éditorial du Journal du Jeudi (Burkina Faso), n°669, 15 au 21 juillet 2004

# LA RAGE

PAR CLÔDE DE GUISE

**J'AI RAMASSÉ** le livre *J'achète - combattre l'épidémie de la surconsommation*, lors d'une rencontre de production du Couac. Comme Laure Waridel en faisait la préface, je me suis dit que ce ne devait pas être trop moche. Mais j'avoue, j'appréhendais sérieusement l'ennui le plus profond qu'est celui de lire et relire un manuel de bonne conduite avec le baratin connu.



## Les symptômes

À ma grande surprise, j'ai été passionnée par cette lecture. Une série télévisée a précédé l'écriture de ce livre, est-ce pour cela qu'il est franchement intéressant au niveau factuel et largement truffé d'exemples concrets? Nonobstant, on ne s'emmerde pas à lire ce livre parce que nous sommes tous plus ou moins atteints par l'épidémie de la rage de consommer.

### Boulimie

Il y a deux fois plus de centres commerciaux aux États-Unis que d'écoles secondaires. On comprend à la lecture du livre qu'il est plus facile de décrocher de l'école que de la consommation. À preuve, «les Américains dépensent davantage en chaussures, en bijoux et montres (80 milliards) que pour l'éducation supérieure (65 milliards) (...) Ils passent six heures par semaine à faire des emplettes et seulement 40 minutes à jouer avec leurs enfants.»

Des forfaits aériens sont offerts vers les centres commerciaux comme celui de Potomac Mills, en Virginie - le géant des soldes, dont la publicité s'articule sur le slogan suivant: «Plus vous achetez, plus vous économisez.» Potomac n'est pourtant rien à comparer au Mall of America, de Bloomington, au Minnesota. Sa grandeur équivaut à 78 terrains de football, 10 000 personnes y travaillent et 40 millions de personnes le fréquentent à chaque année. On peut même s'y marier.

Les auteurs qualifient les centres commerciaux de zones de contagion de la rage de consommer.

La carte de crédit, instaurée dans les années 1950, a contribué à l'épidémie que l'on connaît aujourd'hui. L'Américain moyen possède au moins cinq cartes de crédit et paye rarement la totalité du solde mensuel. Les faillites se multiplient et la dette moyenne *per capita* aux États-Unis équivaut à 22 mois de salaire.

Micro-ondes, magnétoscopes, lecteurs de CD, téléphones portables, télécopieurs, ordinateurs personnels, etc... tous ces équipements aujourd'hui tenus pour indispensables, n'existaient pas en 1970. L'Amérique compte désormais plus de voitures que de conducteurs.

### Parents à bâbord, enfants à tribord

Les enfants sont les proies préférées des agences de pub. Ils deviennent les tortionnaires des parents encouragés par les stratégies en marketing.

Règle n° 1: «Dépeindre les parents comme des imbéciles qui ne sont pas assez futés pour reconnaître si leurs enfants ont besoin des marchandises offertes.» De là à transformer les enfants en harceleurs professionnels, il n'y a qu'un pas à franchir et il est allègrement franchi. À 12 ans, un jeune nord-américain est en moyenne bombardé 48 heures par la pub.

Vous êtes du genre «écolo» et vous vous sentez à l'abri de cette rage de surconsommation? Le symp-

tôme de la contamination est une attitude: le besoin d'acheter, d'accumuler, de consommer. Par exemple, acheter le *kit* cycliste high tech, le besoin de vider la friperie du coin, etc. Bref, ni vous ni moi ne sommes à l'abri de la rage de consommer.

### Plutôt la vie

*J'achète* pose la question de savoir pourquoi et pour qui nous vivons? La majorité est esclave des corporations et ne travaille que pour les enrichir. C'est le prix à payer lorsqu'on investit dans la vie «ornementale».

Consommer moins, de manière consciente et réfléchie, est l'un des actes les plus révolutionnaires aujourd'hui. La simplicité volontaire est le «cheval de Troie du changement social».

Oui, chaque geste compte, mais il faut plus: sensibiliser les enfants et les ados à d'autres valeurs.

Transformer le Code du travail américain et instaurer le «droit à la paresse» pour une meilleure qualité de vie qui tient compte du temps de vivre. Pensons, par exemple, au mouvement du *Slow Food*. L'Américain travaille en moyenne 2 000 heures par année. Un calcul rapide montre que 2 000 heures évaluent 250 journées de huit heures additionnées à 104 jours de fin de semaine et neuf congés légaux: au total, 363 jours; il ne reste que deux jours de congé. En Europe, le travailleur consacre en moyenne 1 500 heures au travail. Ces 500 heures de moins totalisent 12 semaines et demie de temps libre. La semaine de 40 heures est apparue en 1938, il est temps de la dépoussiérer. La retraite progressive est une solution intelligente, qui consiste à diminuer

graduellement son temps de travail à partir de 55 ans. Elle évite le choc de passer de 40 heures de travail semaine à zéro et la déprime qui s'ensuit dans la majorité des cas.

Des mesures plus équitables de taxation pourraient être mises en place:

La taxe à la consommation progressive qui remplacerait l'impôt sur le revenu personnel, de telle sorte que plus vous avez des goûts de luxe plus vous êtes taxés.

Aujourd'hui, le calcul du PNB, sur lequel on s'appuie pour définir l'indice de richesse d'un pays, additionne dans la colonne des plus: le crime, les déchets et la destruction de l'environnement. «Le PNB comptabilise la pollution au moins quatre fois: lorsqu'elle est produite, lorsqu'on la nettoie, lorsqu'elle engendre des coûts de soins de santé et lorsqu'il y a des frais juridiques pour régler les poursuites.»

L'écotaxe permettrait de protéger nos ressources en taxant la pollution.

Il y a loin de la coupe aux lèvres. La rage de consommer est une maladie grave et elle a atteint le stade de l'épidémie. Mais on doit amorcer le sevrage dès maintenant parce qu'il faudra plusieurs générations pour arriver à un résultat acceptable et satisfaisant. Le remède est à la fois individuel, collectif et politique. Pour amorcer la cure, voici le guide des premiers soins:

*J'achète - combattre l'épidémie de surconsommation*, John de Graaf, David Wann, Thomas H. Naylor, préface de Laure Waridel, Fides, 2004, 356 p.

MAURICE  
et  
PATAPON



**LE GROUPE TRYO** revient avec un troisième album qui relève les deux précédents au coup d'essai avec une maestra hallucinante tant dans la facture instrumentale que des mots. Et cela, tant dans leur acoustique déjà de haut niveau que dans un feeling et des textes engagés pour un monde nouveau auquel nous sommes partie prenante. Cet opus, «Grain de sable» (Salut/ Indica),

nous invite bel et bien à contribuer en mettant notre grain de sel avec une poésie des plus souriante (j'ai un but, G8, Récréation). Le livret, un ensemble ensablant le productivisme mondialisant, rassénère et ensoleille les luttes!

«Le Bouclier» (Local) cet album des trifluviens Val Salva qui saura étonner en se démarquant par leurs trois langues (ajoutez l'espagnol) bien acérées d'une critique jamais plate (les textes font rebondir les sens en incitant l'auditeur à s'appropriier son

regard) et de musiques tridimensionnelles... Hip rock reggae!!! Très vibrantes, les musiques n'envahissent jamais en choisissant d'ondoyer avec des percussions, charango, flûte et même du scratch au moyen de la voix plutôt que de tables tournantes. Une invitation au voyage: «Je braverai le ciel flanqué de mon voyage/C'est tellement ravivant de se faire brasser par l'orage/En escargot, sac-à-dos sous l'poncho». À saisir...

RAMON VITESSE

## Deux poids, deux mesures

**MAINTENANT** que le CRTC a décidé de censurer Al Jazeera, que vont-ils faire avec Fox News? Pour qui n'est pas complètement dupe des intérêts véhiculés par la station de télé américaine, la question est plus que pertinente. Mais elle semble ne pas l'être pour notre cher CRTC. Voici comment le CRTC décrit Fox News. C'est nous qui soulignons.

\*Fox News \*: [traduction] Un réseau national d'information

américain par câble diffusant 24 heures par jour, sept jours par semaine, qui se consacre à la couverture objective des événements du jour. Le service diffuse des nouvelles originales et des émissions d'information comprenant la couverture de nouvelles de dernière heure en direct et d'événements importants aux États-Unis et dans le monde entier. <http://www.crtc.gc.ca/archive/FRN/Notices/2004/pb2004-45.htm>

## TROIS ÉNIGMES ...

**1.** Vous avez devant vous trois boîtes. Dans chaque boîte il y a deux billes, chacune d'elles pouvant être B (Blanche) ou N (noire). Le contenu de chaque boîte est décrit par une étiquette qui se trouve sur la boîte. Vous lisez les trois étiquettes suivantes: BB, NN, BN. Malheureusement, les étiquettes ont été interverties, de telle sorte que le contenu de chaque boîte ne correspond pas à ce que dit l'étiquette. On vous demande de rendre à chaque boîte sa bonne étiquette. Mais pour cela, vous ne pouvez pas regarder dans les boîtes pour en examiner le contenu. Vous devez vous contenter de piger à l'aveugle, une bille à la fois. Quel est le nombre minimum de tirages que vous devrez faire pour replacer avec certitude les étiquettes au bon endroit.

**2.** Vous avez devant vous dix piles contenant chacune

dix pièces de un dollar. Cependant, les pièces dans une des piles sont toutes fausses. Vous savez que le poids d'une pièce de un dollar est de 1 gramme, et aussi que les fausses pièces sont plus lourdes et pèsent 1,1 gramme. On vous fournit une balance à un plateau. Vous pouvez y déposer ce que vous voulez et la balance vous en indique le poids exact. Il serait bien entendu facile, en dix pesées au maximum, de déterminer avec certitude quelle pile contient les fausses pièces. Avec un peu de chance, vous trouverez avant la dixième pesée. Peut-être même trouverez-vous dès la première pesée. Il y a pourtant un moyen de déterminer en une seule pesée et avec certitude dans quelle pile se trouvent les fausses pièces. Voyez-vous comment?

**3.** Trois personnes prennent trois chambres à dix dol-

lars chacune dans un hôtel. Le préposé encaisse donc trente dollars et les conduit à leurs chambres. Cependant, durant la nuit, il se rappelle que ces chambres sont en spécial à trois pour vingt-cinq dollars. Au matin, il fait donc venir le groom et lui remet cinq dollars en lui disant de le rapporter aux clients. Le groom trouve que la division de cinq dollars en trois personnes est peu commode et comme il est aussi un peu malhonnête, il empoche deux dollars et remet un dollar à chacun des clients. Ceux-ci ont donc payé chacun neuf dollars pour leur chambre. Trois fois neuf dollars font vingt-sept dollars. Le groom a empoché deux dollars. Vingt-sept plus deux font vingt-neuf. Où diable est donc passé le dernier dollar?

**ABONNEZ-VOUS!**  
[www.lecouac.org](http://www.lecouac.org)



# Qui a peur de Robin Philpot ?

DANS SON ÉDITION spéciale sur le génocide au Rwanda, l'émission *Point chaud* du 29 mars dernier n'a pas jugé bon d'inclure Robin Philpot parmi les intervenants. On aurait pu au moins s'attendre à ce que *ça ne c'est pas passé comme ça à Kigali* figure sur la liste des livres proposés. Niet. *Point chaud* n'est pas la seule émission d'information à avoir ainsi « oublié » Philpot et son interprétation géostratégique de l'événement. Depuis la parution de son essai, l'auteur n'a été interviewé qu'une fois à la télévision. Par Gilles Proulx à TQS. Les seules autres entrevues qu'il a pu accorder l'ont toutes été à la radio communautaire. Boycott complet de la part de Radio-Canada et de Télé-Québec.

Il a cependant pu bénéficier d'une assez bonne couverture côté presse écrite. Du *Devoir* surtout. Les 12 et 13 avril 2003, son essai y occupait la une du cahier *Livres*. Sous le titre *Variation sur Kigali*, Louis Cornellier faisait d'abord un acte d'humilité: « Faire la lumière sur ce qui s'est passé au Rwanda en 1994 n'est pas à la portée du commentateur québécois, même s'il prétend être bien informé. » Il conclura sa critique lançant une invitation au débat. Par son « essai troublant », Philpot a lâché « une véritable bombe dans le rayon interprétatif réservé à la tragédie rwandaise. A-t-il raison? Je n'aurai pas l'outrecuidance de trancher ici ce grave débat qui doit se poursuivre. »

Le débat ne s'amorcera que pour les lecteurs du *Devoir* et c'est Luc-Normand Tellier douze jours plus tard qui le fera avec *Le Rwanda de Robin Philpot*. Professeur en urbanisme à l'UQAM, Tellier dit connaître ce pays pour y avoir, entre 1964 et 1994, séjourné à plusieurs reprises et enseigné à des Rwandais qui, depuis, ont été assassinés atrocement. « À aucun moment dans son livre, écrit-il, M. Philpot ne fait preuve de compassion à l'endroit des 500 000 à un million de victimes du génocide. Nulle part, il ne cherche non plus à comprendre pourquoi les Tutsis réfugiés en Ouganda ont à plusieurs reprises tenté de revenir dans leur pays, le Rwanda. »

Dès le lendemain, Philpot réplique que Tellier trompe les gens quand il l'accuse de nier le génocide au Rwanda. « Je nie l'utilisation simpliste et simplificatrice de ce terme [...] parce qu'il sert à démoniser et à bâillonner pour des générations et des générations de Hutus au Rwanda et partout dans le monde » et que le plus grand crime au Rwanda vient des États-Unis qui

ont « assujéti la paix et les vies de toute une région d'Afrique aux intérêts impériaux »

Re-réplique de Tellier le 29: « Ce qui nous sépare le plus, c'est que, devant l'un des plus graves génocides de l'histoire, vous cherchez à justifier l'action des génocidaires alors que je me mets dans la peau des génocidés. » L'urbaniste prend à témoin l'historien Bernard Lugan: l'ostracisme et les répressions vécues par les Tutsis à partir de 1963 les auraient obligés à se réfugier en grand nombre dans les pays limitrophes, ce qui rendrait légitime ce que Philpot dénonce comme une invasion du Rwanda par un Ouganda aidé par les États-Unis.

Le débat devint encore plus acrimonieux en début de l'année en cours. Le 6 janvier, Philpot scrute sévèrement *J'ai serré la main du diable* de Roméo Dallaire<sup>2</sup>. Il reproche à l'auteur d'avoir trop souvent fraternisé avec les officiers du FPR (front patriotique du Rwanda) alors que sa mission lui imposait une stricte neutralité vis-à-vis des belligérants. Six jours plus tard, Tellier s'en prend encore à Philpot en co-signant sa réplique avec André Joyal de l'UQTR, un collègue qui, comme lui, a enseigné au Rwanda. Et on se permet une comparaison quelque peu osée: « Le général Dallaire, le premier, reconnaît que, sans les forces du FPR quelques années avant le génocide et sans l'attentat contre l'avion du président, le génocide n'aurait pas eu lieu. On peut tout aussi bien dire que l'avènement au pouvoir d'Hitler, l'holocauste et la Seconde guerre mondiale n'auraient pas eu lieu si le Traité de Versailles de 1918 n'avait pas été si revanchard... »

Pendant plus d'un an dans *Le Devoir*, le débat s'est poursuivi entre d'une part les pro-Philpot, Typhaine Dickson le 2 février et Charles Onana le 28 avril, et d'autre part les pro-Tellier, comme Pierre Trudel, les 14 janvier et 9 février. Et qu'arrive-t-il dans les médias électroniques pendant ce temps? La pensée unique: spécialistes et témoins sont unanimes à ne discréditer pour le génocide de 1994 que la population hutue et ses élites. Quand on arrive à lire des comparaisons aussi odieuses que celles des Tellier et Lajoie, on peut en venir à être content qu'il en soit ainsi. Il reste qu'il y a des centaines de Rwandais vivant au Québec et qui ont la même opinion que Philpot, Dickson et Onana. Et qui n'osent parler parce qu'ils ont peur de passer pour des génocidaires.

Ces gens ont le droit d'être entendus, mais nos médias ne leur donnent pas la parole. Serait-ce que, quand il s'agit de sujets aussi délicats, nos radios et télévisions, Télé-Québec compris, préfèrent se placer à la traîne du Ministère des affaires extérieures du Canada? Ou est-ce que notre télévision a peur du livre, comme le pense Jacques Keable<sup>3</sup>? Petite percée: à la fin d'un reportage à *Zone libre*, Jean-François Lépine qui a suivi le général Dallaire à Arusha lors de son témoignage devant le TPI (Tribunal Pénal International), mentionne que certains avocats ont manifesté leur mécontentement sur le fait qu'aucun des officiers du FPR qui ont commandé des exécutions en masse de civils ne soient traînés au banc des accusés du TPI.

Et, quand on apprend de la bouche de Ruzibiza J-Abdul, ancien officier proche de Kagame que, si celui-ci n'avait pas décidé d'attendre trois mois avant d'entrer à Kigali, il n'y aurait eu que 100 000 victimes plutôt que 800 000, comment peut-on croire que les Hutus doivent prendre seuls la responsabilité d'une telle catastrophe?

D'autres extraits du témoignage du déserteur Ruzibiza nous démontrent qu'il y a eu une volonté de la part de Kagame pour que génocide se produise. On peut l'entrevoir dans cet extrait de son témoignage: « Les Tutsis n'ont jamais entrepris d'exterminer les Hutus. C'était d'ailleurs impossible vu leur force et leur nombre. Il en va autrement en ce qui concerne les Inkotanyi du FPR. En liesse, les militaires du FPR massacraient la population parce qu'ils exécutaient ainsi l'ordre de leur chef Paul Kagame. Ici, je dois rappeler que Kagame a donné cet ordre suite aux rapports des champs de bataille qui confirmaient notre impossibilité de conquérir les zones habitées. En effet, la population nous huait et effectuait des rondes la nuit pour nous traquer. [...] La stratégie habituelle de Kagame a toujours été chaque fois qu'il devait justifier la reprise de la guerre en 1992, 1993 et 1994 (de) montrer à la communauté internationale que le gouvernement tue les gens et ne respecte pas les droits de l'homme. Pour y arriver, Kagame assassinait des hommes politiques ou les Tutsis et pointait vers le MRND (parti du président assassiné par le FPR) ».

Mais pourquoi donc nos médias continuent-ils à avoir si peur de Robin Philpot?

CLAUDE G. CHARRON

- 1- Éditions Les Intouchables, Montréal 2003  
2- Éditions Libre Expression, Outremont, 2003  
3- La grande peur de la télévision: le livre, Lanctôt, Montréal, 2004

**Serait-ce que, quand il s'agit de sujets aussi délicats que le Rwanda, nos radios et télévisions, préfèrent se placer à la traîne du Ministère des affaires extérieures?**



## SOUS LES FEUILLES

(Seuil) de Gabriella Giandelli n'a rien de rassurant à vouloir touiller sous les feuilles d'automne afin de faire surgir le cycle le plus mal aimé de la vie... la mort!

Avec son personnage d'idiote du village itinérant, un enfant ressurgit de sous les feuilles. Au moyen d'une palette de couleurs restreintes et d'un graphisme comme suspendu dans le temps, nos propres morts nous rejoignent sans trop que nous nous y attendions! Une incursion inattendue et pertinente de notre arrêt de mort...

**LA GRIPPE COLONIALE** (Vents D'Ouest) de Huo-Chao-Si et Appollo ramène un épisode guerrier méconnu mais exemplaire à implorer la guerre et ses élans suprémacistes pétris de mégalomanie au travers des yeux de poilus créoles démobilisés en 1919 à la Réunion. Coup de théâtre ou la monstruosité surgit avec une foudroyante épidémie de grippe... espagnole dans cette colonie française. Il faut voir la lutte de classe en résumé qui survient! Pitoyable mais édifiant à démontrer qu'il y a peu d'élus. Vraiment très peu. Ouvrir sur ces guerres assassines qui éventrent systématiquement les peuples.



## CHRONIQUES ABSURDES

(Dupuis) de l'espagnol Prado qui y va d'une vision d'un monde catastrophe où presque tout dérive lamentablement dans une déferlante connerie. La police ne s'intéresse qu'aux voitures en parking interdit alors que des chauffards font

gicler le sang des piétons sur leur uniforme immaculé, des citoyens modèles monopolisent un parc pour leurs clébards chéris qui déchirent un quidam récalcitrant, un inventeur amateur se voit porter au pinacle par les médias qui se ravissent pour finalement l'assassiner à la suite des ingénieurs vautrés sur leur Ordre. Texte et graphisme foncent dans ces gros gras ventripotents.

VALENTIN TARDI



La grippe coloniale de Huo-Chao-Si et Appollo

## L'Histoire mexicaine revue et corrigée

Le ministère de l'éducation du Mexique souffre cruellement de sous-financement (comme un peu partout en Amérique) et une des décisions récentes du gouvernement de Fox, pour soi-disant « économiser de l'argent » a été de faire démarrer l'Histoire du Mexique à la date arbitraire de, mettons, 1500 AD. Ainsi, les nouveaux élèves qui suivront l'Histoire du merveilleux pays de los Estados Unidos Mexicanos ne verront-ils pas mention des merveilles des civilisations aztèque, olmèque, toltèque et maya qui ont précédé l'arrivée des Conquistadors espagnols.

PHONONO

**PARTY FOLKLORIQUE samedi, le 21 août 2004**



Aux berges du lac Castor

Les Langues Fourchues  
Les Tireux d'Roche  
Fred Pellerin  
La Part du Quéteux  
Conferencius Gigus

Auberge, chalets, huttes et camping

www.laccastor.com info@laccastor.com 819 268-3339

## ET LEURS SOLUTIONS

1. Un seul tirage suffit. Vous pigez une bille dans la boîte marquée BN. Puisque ce n'est pas la bonne étiquette, le contenu de cette boîte est BB ou NN. De telle sorte que si la bille pigée est Noire, l'autre l'est aussi, nécessairement; tandis que si la bille pigée est blanche, l'autre l'est également, nécessairement. La boîte marquée BN contient donc NN. Sachant cela, vous savez aussi que la boîte marquée BB, qui par définition ne contient pas BB puisque l'étiquette ment, contient ou bien BN ou NN. Or, ce ne peut être NN, puisque vous savez désormais que NN se trouve dans la boîte marquée BN. La boîte marquée BB contient donc BN. La dernière boîte, marquée NN, contient donc BB.

2. Vous prenez une pièce de la première pile, deux pièces de la deuxième, trois pièces de la

troisième et ainsi de suite jusqu'à dix. Vous pesez le tout. Si toutes les pièces étaient des vraies, le poids total serait de 55 grammes. L'excès de poids vous indiquera donc avec certitude dans quelle pile se trouvent les fausses pièces. Par exemple, si la balance indique 55,7 grammes, les fausses pièces sont dans la 7<sup>e</sup> pile.

3. Il n'y a pas de dollar manquant si toutefois on fait la bonne opération. Le préposé a rendu cinq dollars et a gardé vingt-cinq dollars. Le groom a rendu trois fois un dollar et gardé deux dollars. Chaque client a donc payé sa chambre neuf dollars, ce qui, moins les deux dollars gardés par le groom, donne bien les vingt-cinq dollars donnés au préposé.

RAYMOND-LA-SCIENCE

## Pour terminer l'été

**VOUS AVEZ TERMINÉ** le gros bouquin que vous aviez prévu lire durant les vacances? Ou à cela ne tienne, voilà quelques petits ouvrages pour terminer l'été en beauté.

Et si Haïti déclarait la guerre aux USA? est un petit récit truculent et échevelé sorti de la plume de Georges Anglade, observateur de longue date de la scène haïtienne. Premier ouvrage de fiction publié chez Écosociété, l'histoire raconte la mise en œuvre d'une idée: et si Haïti, après avoir déclaré la guerre, se faisait envahir, bombarder et détruire par les USA, pour ensuite profiter de la manne de l'aide financière internationale afin de reconstruire le pays? Sur cette planète de fous, ça ne serait pas si bête... mais à peine l'idée lancée que l'élite de l'île complot pour détourner l'aide internationale!

Le conte québécois va bien. Depuis quelques années, on a vu ressurgir cette forme narrative héritée de nos ancêtres. Le défi des conteurs est de réussir à lier la tradition et les légendes du pays à la situation actuelle du Québec globalisé. Michel Leblond le surmonte très bien en nous racontant de vieilles légendes sur Trois-Pistoles. Il réussit ainsi à nous expliquer l'origine du 2\$ en monnaie dans une histoire de « yâble » et de paradis. Il nous montre aussi que les églises du

Québec n'ont pas toutes été construites religieusement. Bref, dix contes où la musique de la langue du Bas-du-fleuve transperce les pages.

Y'en a marre des blockbusters hollywoodiens? Vous voulez savoir pourquoi il y a tant de guerres, de violence et de héros militaires dans le cinéma amerloque? *Hollywood, le Pentagone et Washington* de Jean-Michel Valantin explore les liens entre ces trois grands acteurs de la politique étatsunienne. Vous comprendrez la signification des films guerriers dans l'imaginaire de nos voisins du Sud: entre construction d'une idée de la nation, affirmation d'une identité de conquérant et expression d'une peur morbide de l'Étranger qui se tient au-delà de la frontière.

MARCO SILVESTRO

Georges Anglade, *Et si Haïti déclarait la guerre aux USA?*, Montréal, Éditions Écosociété, 2004.

Michel Leblond, *Si Trois-Pistoles m'était conté et autres fariboles*, Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 2004.

Jean-Michel Valantin, *Hollywood, le Pentagone et Washington*, Les trois acteurs d'une stratégie globale, Paris, Éditions Autrement.

# POUR CONTRE

## Des larmes de crocodile pour CHOI-FM

**S**EULE UNE HYPOCRISIE intéressée ou une naïveté navrante peut expliquer le flot de larmes provoqué à Québec par la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de ne pas renouveler le permis de la station de radio CHOI-FM de Québec. On crie à la censure. On se lamente sur l'atteinte portée à la liberté d'expression. Or il n'y a pas censure, et la liberté d'expression se porte mieux que jamais, grâce au CRTC.

En 2002, le CRTC n'avait renouvelé le permis de CHOI-FM que pour deux ans, alors que la normale est de cinq ou sept ans. L'avertissement était clair. La station devait s'amender. Elle ne l'a pas fait. Au contraire, la fréquence des plaintes a augmenté. Une émission du matin est en cause : « Le monde parallèle de « Jeff » Fillion ». Fillion a pour co-animateur l'ineffable André Arthur, à propos duquel on ne peut pas dire tel père tel fils. Le père, René Arthur, aimait naguère une des meilleures émissions de la radio de Radio-Canada, « Match intercity », à l'époque où la culture était bien vue dans cette boîte. Arthur père se roule sûrement dans sa tombe.

Jeff (il a anglicisé son prénom, Jean-François) Fillion a par exemple comparé en ondes un hôpital psychiatrique à un zoo et a suggéré qu'on tue les patients en les gazant. Comme Arthur fils, il exhale la haine. À peu près toutes les personnalités en vue de Québec leur ont servi de cibles. Ils osent tout dire, et cela explique en partie leur popularité, à notre époque qui souffre de la « political correctness ». Les gens se rendent bien compte qu'en appelant les infirmes des handicapés, les aveugles des non-voyants et les sourds des malentendants, on tombe dans le ridicule sans alléger les souffrances. Le parler de Fillion et Arthur est travesti en parler vrai. La liberté d'expression ne permet pas d'insulter les gens ni d'inciter à la haine.

Un éminent juriste a soutenu à la radio de Radio-Canada que la solution du problème n'est pas le CRTC. Il faudrait, dit-il, que les personnes attaquées par les animateurs à la radio intentent des poursuites devant les tribunaux. Il prêche pour sa paroisse. Il ne connaît pas le proverbe anglais *justice delayed is justice denied*. Notre justice est trop lente et trop coûteuse, et cela constitue un de nos principaux problèmes sociaux. Quoi qu'il en soit, les ondes sont un domaine public qui n'est pas illimité, et c'est pourquoi, dans les pays occidentaux, leur utilisation est régie par des lois, des règlements et des organismes comme le CRTC. Les représentants de CHOI-FM se sont montrés insolents lorsqu'ils se sont présentés devant le CRTC. Ils n'ont pourtant pas le choix d'accepter l'autorité du CRTC telle que définie dans la loi.

### Rumeur

Tandis que Reporters sans frontières appuie CHOI au nom de la liberté d'expression, leur envoyé spécial en Iran semble s'être perdu dans le métro de Téhéran.

LE COMMENTAIRE DU  
**HAPPY REDNECK**



\* MALHEUREUSEMENT LE CRTC A JUGÉ BON DE CENSURER LES PROPOS DU HAPPY REDNECK.\*

PIERRE DE BELLEFUEILLE



## À contre-sens de « l'infotainment »

**L**A PLUPART des arguments qui parlent de censure en ce qui concerne la fermeture de CHOI-FM sur les forums Internets s'appuient sur la liberté/responsabilité individuelle, la libre entreprise et attaquent le CRTC parce qu'il a osé réguler la radiodiffusion ?! À moins que quelqu'un veule en extrapoler un argumentaire anti-étatique, je ne vois pas comment ce cas particulier s'apparente à la « censure ».

CHOI n'était pas vraiment un média subversif, avec ses prises de positions pro-américaines et pro-guerre et son côté salace... La censure, en général, est dirigée à ce qui menace l'ordre établi. CHOI-FM faisait juste diffuser des insanités et des inepties vulgaires. Il me semble que l'asphyxie financière de Recto Verso et des publications indépendantes est une forme de censure beaucoup plus pernicieuse et qu'il faudrait décrier bien davantage que de donner quelque appui aux gens qui sont prêts à se battre pour ramener l'information-poubelle d'André Arthur et Jeff Fillion en ondes. Pour une fois que le CRTC agit à contre-sens de « l'infotainment ». M'enfin, on sait pas encore à qui ils vont la donner cette licence. Sûrement à une station de radio-réalité où l'on branche des micros sur des gens atteints du syndrome de tourette 24h sur 24.

ERIC MARTIN

## Pensez-y deux fois avant d'applaudir

**A**U COURS des derniers jours, il est souvent arrivé aux commentateurs favorables à la décision rendue sur CHOI-FM par le CRTC de se gausser de la défense de la liberté d'expression mise de l'avant par les personnes défavorables à cette décision. Ils ont eu tort. Il est certes plausible que cette invocation de la liberté d'expression ait en certains cas été peu sincère et opportuniste, notamment quand ce sont les propriétaires de la station ou ses animateurs qui l'ont mise de l'avant : mais cela ne change absolument rien au fait que la décision du CRTC est réellement troublante et dangereuse parce qu'elle porte atteinte à la liberté d'expression.

À mon avis, on devrait réfléchir à ce genre de questions en invoquant d'une part des arguments que j'appelle intrinsèques, d'autre part des arguments conséquentialistes. C'est ce que je ferai ici.

La liberté d'expression est une valeur intrinsèque, je veux dire non-instrumentale des démocraties libérales et donc une valeur qu'on peut et doit défendre pour elle-même, pour sa valeur intrinsèque. Or, on mesure justement cette valeur, et on teste la conviction avec laquelle on la défend, lorsque ce sont des opinions que l'on déteste qui sont exprimées. C'est on s'en doute le cas ici, en ce qui me concerne. Et pour que ce soit clair, je vais le souligner : Fillion et consorts sont, à mes yeux, d'immondes, nuisibles et grossiers personnages. Mais cela, seul, ne saurait constituer une raison pour les censurer. On comprendra aisément pourquoi. Si le fait de heurter le bon goût d'une personne ou d'un groupe de personnes suffisait pour autoriser le retrait de la liberté d'expression, il n'y aurait bientôt plus guère d'idées qui s'exprimeraient. Le journal que vous lisez devrait certainement fermer ; et je devrais sans l'ombre d'un doute cesser de parler ou d'écrire.

Dans *De la liberté*, John Stuart Mill a donné une formulation classique des idées au fondement de la défense de la liberté d'expression. Il y rappelle que même si tout le monde sauf une personne était du même avis, il serait souhaitable que cette personne puisse s'exprimer librement, même si son opinion était perçue par tous comme horrible, stupide, dangereuse et ainsi de suite. C'est d'abord qu'on ne peut jamais être absolument certain de détenir toute la vérité ; c'est aussi que la vérité se fortifie au contact de l'erreur. Une défense aussi radicale de la liberté d'expression implique-t-elle qu'elle est sans limite ? Non. Pour aller à l'essentiel et bien que dans le détail ce soit l'objet d'interminables débats, nos lois, l'éthique et la philosophie politique s'accordent en gros pour dire que la liberté d'expression est limitée par le fait qu'on ne peut, en l'utilisant, faire dans l'immédiat ou dans l'avenir du tort ou des dommages à une personne. Mais avant de dire que c'est justement le cas avec CHOI FM, je suggère que vous lisiez le jugement du CRTC (<http://www.crtc.gc.ca/archive/FRN/Decisions/2004/db2004-271.htm>). Je l'ai fait. Et j'y trouve qu'on retire sa licence à CHOI FM d'une part parce qu'on n'aime pas ce qui s'y dit, d'autre part parce que ce qui s'y dit est tenu pour faire du tort ou être dommageable à certaines personnes. Le premier argument n'en est pas un et ne peut en aucun cas être reçu : mais je suis extrêmement surpris de voir avec quelle facilité et quelle quasi-unanimité il est admis dans l'opinion publique. Le deuxième est certes plus sérieux. Mais des notions comme dommage ou tort doivent être manipulées avec le plus grand soin et une preuve très forte doit être produite avant d'en venir à une mesure aussi radicale qu'un retrait de licence. En outre, il faut prouver que ce qui est reproché ne relève pas des tribunaux

habituels, ou des poursuites peuvent toujours être intentées. Or l'argumentaire du CRTC sur ces deux plans est très faible et absolument pas convaincant.

Je soumets donc que, si on se place sur le plan de la valeur intrinsèque de la liberté d'expression, la décision du CRTC est indéfendable et dangereuse. Mais le CRTC et ses défenseurs avancent aussi des arguments conséquentialistes, i.e. qui invoquent les conséquences du maintien ou du retrait de sa licence à CHOI-FM. Mais de ce côté, leur argumentaire est plus faible encore. Ce qu'on invoque, typiquement, ce sont des conséquences désastreuses de cette radio sur « le tissu social, culturel et politique du Canada » (sic). Serait-ce vrai que ce serait insuffisant à prouver autre chose que la fragilité de ce tissu social. Mais imaginez un peu l'effet que produira sur ce même tissu social le fait que 400 000 personnes aient appris à la dure que l'État peut sanctionner de la sorte ce qu'elles écoutent ; ou encore le fait que toute une communauté se réjouisse de s'en remettre à la censure de l'État pour combattre des idées qu'elle juge nauséabondes — plutôt que de les affronter en adultes. Voilà ce qu'il faudrait faire et pour cela il faut porter le regard vers ces maux dont notre société souffre et dont CHOI-FM n'est qu'un symptôme. De grâce : ne regardez pas le doigt de la grossièreté avec l'envie de l'amputer quand il pointe vers l'état malade de la culture, de l'éducation, des médias.

Que tous ces gens, se complaisent à écouter cette merde, voilà qui devrait nous affoler et nous inviter à nous interroger sérieusement sur le degré de culture générale après des décennies d'éducation obligatoire.

Nous devrions aussi regarder de très près le tableau général de nos médias et nous interroger sur le travail de ce CRTC que nos censeurs semblent tellement apprécier. L'occasion est belle puisqu'au même moment où sa décision stupide était rendue, trois autres événements survenaient dans le monde des médias québécois.

Le premier : *Allô Police* a fermé ses portes. Motif ? Son créneau de faits divers traités sur le mode mongoloïde a été repris et exploité par les autres médias — y compris par les supposés médias sérieux (Radio Canada inclus, j'insiste) qui ne se sont pas gênés pour faire de la course à l'audimat.

Le deuxième : le magazine *Recto Verso*, pilier des médias alternatifs a fermé ses portes, privé de subventions dont bénéficiaire, beaucoup plus substantiellement, des revues commerciales de faits divers et de vedettes.

Le troisième : dans son infinie sagesse, le CRTC a autorisé la diffusion par satellite de la chaîne arabe *Al-Jazira*, mais en demandant à ses distributeurs de visionner par avance et de censurer le contenu des émissions ! Absolument délirant, au point où cela ne peut se comprendre et s'accepter, je suppose, que par des gens qui pensent que la censure est légitime et qu'elle l'était justement dans le cas de CHOI-FM.

Ajoutez à tout ce qui précède le fait que nos médias, de plus en plus concentrés et convergents, ne permettent plus que l'expression d'un nombre fort limité d'idées et vous conviendrez, je pense, que le CRTC, s'il était vraiment soucieux de la liberté d'expression, aurait bien d'autres chats à fouetter que nos nigauds de CHOI-FM.

Mais il est vrai qu'on peut préférer s'en remettre à la propagande des corporations pour se remplir le cerveau et à la censure de l'État pour protéger nos chastes oreilles. Si c'est le cas, vous tombez bien : car on y est presque.

Bienvenu en Orwellie.

NORMAND BAILLARGEON